



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GÉNÉRALE

DP/CCF/AZE/1  
30 juin 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 1997  
15-19 septembre 1997, New York  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire  
PNUD

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION DE PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

PREMIER CADRE DE COOPÉRATION AVEC L'AZERBAÏDJAN (1997-1999)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 2	2
I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE . . . . .	3 - 7	2
II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE . . . . .	8 - 9	3
III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS . . . . .	10 - 26	4
A. Lutte contre la pauvreté dans les zones affectées par le conflit, par l'aide au programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement . . . . .	12 - 18	5
B. Création de moyens d'existence durables par la rénovation de la zone industrielle du Sumqayyt	19 - 23	6
C. Gouvernance touchant à l'administration publique et à la participation des organisations non gouvernementales . . . . .	24 - 26	8
IV. ARRANGEMENTS DE GESTION . . . . .	27 - 31	9
<u>Annexe.</u> Tableau des objectifs de mobilisation des ressources pour l'Azerbaïdjan (1997-1999) . . . . .		11

## INTRODUCTION

1. Un bureau provisoire des Nations Unies a été ouvert à Bakou en 1992 et transformé, en novembre 1995, en bureau du PNUD situé dans le même bâtiment que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Département des affaires humanitaires (DAH) des Nations Unies, la coordination étant assurée par le coordonnateur résident des Nations Unies.

2. En juillet 1993, un cadre de coopération de pays (CCP) de courte durée pour l'Azerbaïdjan a été défini, suivi par la formulation d'un premier programme de pays du PNUD (1994-1996), approuvé par le conseil d'administration du PNUD en septembre 1995. Le CCP proposé prendra en compte l'expérience des quatre premières années d'opérations du PNUD et du système des Nations Unies en Azerbaïdjan ainsi que des consultations permanentes avec le Gouvernement azerbaïdjanais et la communauté des bailleurs de fonds.

### I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

3. Au cours des 70 années pendant lesquelles l'Azerbaïdjan a été une république de l'Union soviétique, son rôle économique fut essentiellement celui d'un fournisseur de pétrole, de gaz naturel, de biens d'équipement pour l'industrie pétrolière (80 % de la demande de l'Union soviétique), et de produits pétrochimiques. La zone industrielle du Sumqayyt, à 35 km de Bakou, avait vocation d'être une des principales régions de production des produits ci-dessus pour l'ensemble de l'Union soviétique. L'Azerbaïdjan était aussi un important producteur de certains produits agricoles : raisin, coton, légumes, fruits, tabac. Bien qu'elle fût une des républiques les plus pauvres, son importance économique relative lui a permis de jouir d'un niveau relativement élevé de développement humain sur les plans de l'éducation, des services de santé, de l'emploi et du niveau de vie. Toutefois, après l'indépendance en août 1991, les liens avec l'Union soviétique ont été rompus et le marché pour ces produits s'est effondré suite, en grande partie, à l'incapacité de financer les transactions commerciales. Le produit intérieur brut (PIB) moyen a dès lors baissé de 20 % chaque année entre 1992 et 1994 bien que, depuis, ce recul se soit ralenti.

4. La situation s'est trouvée aggravée par l'occupation, par des forces arméniennes, de 20 % environ du territoire azerbaïdjanais, y compris l'enclave du Haut-Karabakh et la région qui l'entoure. En 1992-1993, le conflit entre forces arméniennes et azerbaïdjanaises a coûté la vie à 20 000 Azerbaïdjanais et plus de 900 000 personnes (13 % de la population azerbaïdjanaise) ont été déplacées d'Arménie, de la région du Haut-Karabakh et des régions de l'Azerbaïdjan occupées par les forces arméniennes vers d'autres régions de l'Azerbaïdjan, entraînant des souffrances humaines et un coût financier important pour le Gouvernement. L'infrastructure du pays (maisons, écoles, installations médicales, routes, entreprises, etc.) a également subi des dégâts matériels considérables. En 1994, un cessez-le-feu a été négocié mais aucun accord de paix formel n'a été conclu à ce jour.

5. Le pays s'est ainsi trouvé confronté à une chute brutale du niveau de vie et des niveaux de revenus de la majorité de ses 7,1 millions d'habitants. La

situation est pire encore pour les personnes déplacées à l'intérieur de l'Azerbaïdjan et pour les réfugiés d'Arménie, qui sont venus gonfler les rangs des chômeurs. Le pays a aussi dû maintenir un niveau de disponibilité militaire élevé en prévision d'une violation éventuelle du cessez-le-feu. Ces facteurs ont privé le budget du Gouvernement des fonds nécessaires pour le secteur social, notamment l'éducation, la santé, l'aide sociale, les pensions, etc.

6. Le long manque d'intérêt pour l'environnement a entraîné des niveaux de pollution élevés, en particulier dans la mer Caspienne, suite à l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, et aux émissions atmosphériques et de déchets solides provenant de la région industrielle du Sumqayyt. Cette crise environnementale provoquée par l'homme sera aggravée par la poursuite de l'élévation naturelle du niveau de la mer Caspienne, si le rythme actuel se maintient (2,3 mètres au cours des 17 dernières années). Ce phénomène affectera 850 m environ de côtes en Azerbaïdjan, en Russie, au Turkménistan et au Kazakhstan et pourrait occasionner des dommages matériels aux établissements humains côtiers, aux infrastructures de forage et de traitement pétroliers, aux établissements industriels et autres, entraînant des coûts sociaux et économiques élevés pour tous les pays concernés.

7. Le pays dispose de potentialités non négligeables pour relever les défis ci-dessus, compte tenu de ses ressources naturelles importantes, en particulier en pétrole et en gaz naturel. L'étranger a marqué beaucoup d'intérêt pour le développement de l'exploitation du pétrole et du gaz et plusieurs accords de prospection et de production ont été conclus avec des entreprises et consortiums étrangers. Les indicateurs économiques indiquent un début d'amélioration. L'Azerbaïdjan possédait une infrastructure relativement bien développée en matière de transports, d'énergie, de télécommunications et d'industrie, mais une modernisation radicale de cette infrastructure est nécessaire, en particulier en vue de l'adapter aux exigences environnementales. De plus, bien que le pays possède une main-d'oeuvre hautement qualifiée, il est nécessaire d'adapter les qualifications aux besoins d'une économie de marché en expansion. Les ressources ci-dessus devraient contribuer à relancer les progrès de l'Azerbaïdjan dans le sens d'un développement humain durable. Il faut, pour cela, accorder la priorité à la répartition des ressources et à la constitution de capacités. La création d'un fonds d'investissement social pourrait être utile à cet égard.

## II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

8. Depuis le début des opérations du PNUD en Azerbaïdjan, 15 projets, pour un total de 3,1 millions de dollars, ont été approuvés et mis en oeuvre dans des domaines essentiels dans lesquels le PNUD a été en mesure de jouer un rôle prépondérant en matière de promotion et de mobilisation des ressources. Ces projets portent notamment sur l'appui à la reconstruction et à la remise en valeur des zones rurales affectées par le conflit dans le Haut-Karabakh, et sur la rénovation du complexe industriel du Sumqayyt. En outre, les rapports nationaux sur le développement humain pour 1995 et 1996 ont offert aux spécialistes nationaux une occasion précieuse pour se pencher sur la situation du pays sur le plan du développement humain durable et pour formuler des propositions pour un programme en huit points concernant une stratégie éventuelle de développement humain durable. Le PNUD a également fourni une aide de courte durée dans des domaines tels que la formation à l'informatique, les

/...

enquêtes sur le marché de l'emploi, la planification de l'aviation civile, et les préparatifs, au niveau national, de conférences internationales.

9. Un enseignement important qui est ressorti de la coopération passée est la valeur de la promotion active d'initiatives spécifiques en matière de développement, notamment la rénovation du complexe industriel du Sumqayyt et la gestion environnementale, ainsi que la reconstruction et le relèvement à long terme. En revanche, la difficulté que pose la mobilisation du partage formel des coûts plutôt que d'apports parallèles ressort clairement du faible niveau des engagements de partage des coûts pour l'Azerbaïdjan. En outre, le recours accru à l'approche programmatique par une insistance plus grande sur la formulation de programmes nationaux qui offrent un cadre conceptuel et opérationnel plus solide pour l'appui du PNUD et des bailleurs de fonds pourrait renforcer les liens entre les interventions du PNUD et améliorer la coordination et la mobilisation des ressources.

### III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS

10. Le Gouvernement considère que ses principales priorités sont l'amélioration de l'extraction du pétrole, un règlement rapide et durable du conflit dans le Haut-Karabakh, la lutte contre la pauvreté des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du territoire dans le contexte de la reconstruction et du relèvement des territoires affectés par ce conflit, et la création d'une zone d'économie libre au Sumqayyt.

11. À la lumière de ce qui précède et compte tenu des remarques formulées dans les deux premiers rapports nationaux sur le développement humain et des discussions avec le Gouvernement et les bailleurs de fonds, le PNUD propose de centrer sa coopération future sur trois grands domaines thématiques :

a) Lutte contre la pauvreté, par le soutien au passage progressif de l'aide d'urgence au développement dans les quatre régions choisies de Fizuli, Agdam et Terter, anciennement occupées par les forces arméniennes (60 000 habitants), et dans la République autonome du Nakhitchévan (350 000 habitants);

b) Moyens d'existence durables dans la zone industrielle du Sumqayyt, en mettant l'accent sur la rénovation industrielle, la promotion de l'investissement, la création d'emplois et la lutte contre les problèmes environnementaux. En ce qui concerne l'environnement, cet aspect devrait être abordé dans le contexte d'initiatives environnementales plus larges au niveau national et régional (mer Caspienne);

c) Gouvernance, en renforçant les mécanismes et la capacité dans les domaines de l'administration publique qui intéressent les aspects ci-dessus, notamment la promotion des organisations non gouvernementales (ONG) et l'attention à la problématique hommes-femmes.

A. Lutte contre la pauvreté dans les zones affectées par le conflit, par l'aide au programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement

12. Le Gouvernement veut accorder une attention particulière aux aspects suivants : a) garantir que la République autonome du Nakhitchévan ne souffre pas de son isolement suite au conflit avec l'Arménie et puisse exploiter pleinement ses ressources naturelles et humaines pour son propre développement; b) appuyer la réintégration des Azerbaïdjanais réfugiés et déplacés internes dans des établissements humains plus permanents des régions de Fizuli, Agdam et Terter.

13. Une préoccupation particulière du Gouvernement et de la communauté internationale a été, à cet égard, le besoin d'aide en vue d'assurer une transition plus rapide de la phase de l'aide humanitaire axée sur les personnes déplacées dans leur pays et les réfugiés vers la phase de réintégration et de développement à long terme. À ce jour, une aide substantielle a été reçue de bailleurs de fonds multi-bilatéraux et d'ONG, avec la collaboration du Département des affaires humanitaires (DAH) des Nations Unies. Dans la phase suivante, il faudra porter son attention sur l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de reconstruction et de relèvement à plus long terme aux niveaux tant national que local, afin de fournir un cadre au soutien futur et à la mobilisation des ressources requises.

14. Le PNUD, en étroite coordination avec le Gouvernement et la Banque mondiale, a entamé l'organisation d'un programme de reconstruction et de relèvement à plus long terme pour les régions affectées par le conflit, au moyen de fonds provenant des montants cibles pour l'allocation de ressources de base (MCARB) 1.1.3. Suite à cela, une mission mixte Banque mondiale/PNUD a, en mars 1997, identifié un projet pilote de reconstruction éligible pour l'octroi d'un prêt futur d'environ 25 millions de dollars, axé sur les districts (préfectures) libérés mais détruits de Fizuli (région d'Araz), de Gazakh, de Terter, du nord d'Agdam, et de Sadarak (République autonome du Nakhitchévan).

15. Le PNUD a été invité à concentrer son attention sur ces quatre domaines, dans le contexte du soutien au programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement. Tout d'abord, l'attention se portera sur l'élaboration d'une stratégie appropriée de réduction de la pauvreté, financée au titre de l'Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté, du PNUD. Ensuite, un appui sera apporté au renforcement institutionnel de la nouvelle Agence azerbaïdjanaise pour la reconstruction et le relèvement, qui aura pour tâche d'aider les autorités locales concernées à mettre en oeuvre les activités de l'Agence dans chaque domaine.

Soutien aux programmes de développement régionaux : Fizuli, Agdam et Terter

16. Dans le cadre plus large du Programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement, un appui sera fourni aux régions de Fizuli, d'Agdam et de Terter selon les besoins spécifiques à chaque région. Cet appui sera conforme à l'approche adoptée dans la région du Nakhitchévan. Une aide du PNUD au suivi, pour un total de 2,1 millions de dollars, est envisagée, financée au moyen de ressources des MCARB 1.1.1 et 1.1.3 (humanitaires et liées aux situations d'urgence), en vue de développer un projet antérieur en appuyant les activités du Programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement qui concernent

l'aide aux quelque 60 000 réfugiés qui ont regagné les régions de Fizuli et d'Agdam. Ces activités ont pour buts, d'une part, de renforcer la capacité des collectivités locales en matière de reconstruction de l'infrastructure liée au logement, à l'eau, aux installations scolaires et sanitaires, aux télécommunications, à l'énergie et à l'élimination des mines terrestres et, d'autre part, de faciliter la réintégration socio-économique des personnes déplacées à l'intérieur du territoire, etc. L'aide du PNUD sera fournie dans le contexte de l'appui plus large apporté par la Banque mondiale, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial, le Département des affaires humanitaires, l'UNICEF, l'Union européenne, la Banque islamique de développement, le Comité international de la Croix-Rouge et les ONG, y compris des ONG américaines financées par l'Agency for International Development, des États-Unis.

17. L'impact visé par l'aide du PNUD est le renforcement des institutions nationales et l'existence de personnel compétent dans les deux domaines d'intervention précités; l'obtention de résultats concrets sur le plan du rétablissement de l'infrastructure dans les régions concernées par le projet; une implication plus grande des populations et des collectivités locales dans les activités de reconstruction et de relèvement; un renforcement de l'emploi, des revenus, de la sécurité des personnes et des moyens d'existence durables.

#### Appui aux programmes de développement régional : République autonome du Nakhitchévan

18. Dans le contexte des activités prévues dans la composante du Programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement qui concerne la République autonome du Nakhitchévan, le PNUD contribuera à un certain nombre d'activités dans cette région, en particulier à Sadarak, notamment par l'élaboration d'une Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté pour la République autonome du Nakhitchévan. Le PNUD, dans le contexte de l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, apportera son aide, au titre de l'Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté, à un projet commun avec des bailleurs de fonds bilatéraux et des ONG internationales, visant à formuler une stratégie régionale de lutte contre la pauvreté pour le Nakhitchévan, qui servira également de programme de développement régional. Ce programme prendra en compte les initiatives actuelles de création de capacités entreprises avec le Ministère du travail et de la protection sociale à l'appui de programmes de promotion de l'emploi en qualité d'indépendant et de création de revenus, en liaison avec un projet d'"incubateur d'entreprises" visant à stimuler la création de PME nouvelles.

#### B. Création de moyens d'existence durables par la rénovation de la zone industrielle du Sumqayyt

19. La zone industrielle du Sumqayyt, à 35 km au nord de Bakou, représente un microcosme des défis auxquels sont confrontées une économie en transition en général et l'Azerbaïdjan en particulier. Conçue dans les années 40 comme centre de l'industrie lourde desservant l'Union soviétique, la zone industrielle du Sumqayyt a connu une chute brutale de sa production suite à l'effondrement de l'État soviétique et à la rupture des anciens liens économiques qui ont laissé un grand vide industriel. De plus, la plupart des techniques utilisées dans les

entreprises industrielles étaient dépassées, inefficaces sur le plan énergétique et polluantes.

20. Bien que la désintégration du marché soviétique ait été catastrophique pour le développement industriel en Azerbaïdjan et, en particulier, dans la région du Sumqayyt, elle a eu, paradoxalement, pour conséquence positive d'atténuer la pollution chronique qu'occasionnaient avant cela les usines pétrochimiques, chimiques, d'aluminium et de laminage à tube. Aujourd'hui, le Sumqayyt dispose d'une infrastructure de production dépourvue de marchés, manque de la technologie nécessaire pour concurrencer les autres producteurs et souffre de l'héritage de problèmes environnementaux et de pollution inacceptables. La région compte quelque 275 000 habitants dont un grand nombre sont au chômage, outre les 60 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire qui ont fui au Sumqayyt les conflits du Haut-Karabakh et de l'Arménie, ce qui rend absolument impératifs le redressement de l'industrie et la création d'emplois.

21. En 1994, le PNUD a offert son aide pour la recherche de solutions, en se concentrant sur trois domaines principaux : a) un examen des possibilités économiques nouvelles, en particulier la création d'une "zone économique spéciale"; b) une étude des besoins en matière de réhabilitation de l'environnement; c) des activités de promotion de l'investissement. Le résultat de ce travail a bénéficié de l'appui sans réserve du Gouvernement et a apporté un espoir nouveau dans la vie des habitants du Sumqayyt. Il a réussi à identifier les mesures nécessaires pour mettre en place les politiques judiciaires et/ou économiques qui peuvent déboucher sur des solutions à plus long terme aux défis industriels de la région.

22. Le PNUD propose de maintenir l'aide au programme de régénération industrielle et environnementale du Sumqayyt, axée sur :

a) La régénération industrielle, sur la base, d'une part, de l'analyse diagnostique, faite par le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), de la structure industrielle de la région ("Azerbaïdjan, Sumgait - The City of Tomorrow") et, d'autre part, du concept de développement d'une "zone économique spéciale", appuyé par le Centre d'investissement pour le Sumqayyt (l'agence de développement des zones économiques spéciales) en vue d'encourager les investissements étrangers et locaux et le Centre de services du Sumqayyt, pour la promotion des entreprises;

b) La réhabilitation environnementale, par l'intermédiaire du Centre environnemental du Sumqayyt, qui fera fonction de centre d'information et de technologie environnementales, y compris l'élaboration d'idées de projets à examiner par la communauté des bailleurs de fonds, et une composante "système d'information sanitaire";

c) La gestion environnementale, par des projets permanents ou planifiés concernant i) la viabilité environnementale du Sumqayyt; ii) la constitution de capacités nationales en gestion environnementale; iii) le projet régional de gestion environnementale de la mer Caspienne, en coopération avec la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial, l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ); iv) la planification environnementale, par l'établissement d'un "état de l'environnement" publié

périodiquement, et par la participation à l'élaboration, avec l'aide de la Banque mondiale, d'un programme national d'action pour l'environnement.

23. L'appui du PNUD aura pour impact une capacité renforcée des autorités publiques à stimuler la réhabilitation et la reconstruction du complexe industriel du Sumqayyt, réduire la pollution environnementale, accroître l'investissement et l'occupation par des investisseurs étrangers et nationaux, et rétablir la confiance dans la capacité du Sumqayyt à jouer un rôle important dans le développement économique futur du pays selon des modalités compatibles avec l'environnement.

C. Gouvernance touchant à l'administration publique et à la participation des organisations non gouvernementales

24. Les principaux points qui seront abordés dans ce domaine thématique sont : a) le renforcement des institutions publiques; b) la redéfinition du rôle central traditionnel des autorités publiques par la promotion d'une participation renforcée du peuple à la gouvernance grâce au processus démocratique et au rôle accru des ONG dans la société azerbaïdjanaise; c) le renforcement du rôle des femmes dans le développement du pays; d) l'incitation à la réflexion sur l'utilisation des recettes futures du pétrole du point de vue du développement humain durable.

25. Le PNUD propose son aide dans les domaines suivants :

a) Défense et promotion du développement humain grâce i) à des rapports nationaux sur le développement humain, qui introduiront un débat de plus en plus large sur des questions importantes; ii) à l'accentuation de la problématique hommes-femmes par le biais d'un projet à relier à un projet régional de participation des femmes au développement, qui appuiera la création d'une unité pour les femmes au sein du Cabinet des ministres, et d'un programme national consacré à la participation des femmes au développement, visant à promouvoir et à intégrer la problématique hommes-femmes dans tous les secteurs et à encourager les initiatives favorables aux femmes dans l'ensemble du pays; iii) au soutien d'activités dans le cadre du Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA (ONUSIDA);

b) Développement des capacités de l'administration publique et réforme de celle-ci par l'amélioration de l'efficacité et de la réceptivité des autorités publiques. Les changements politiques, économiques et sociaux rapides en cours, qui vont en s'accélégrant, créent des défis énormes pour les institutions politiques et publiques azerbaïdjanaises. Le Gouvernement et le PNUD entendent veiller à ce que, en matière de politiques, des environnements et des pratiques favorables soient en place permettant un développement humain durable;

c) Le secteur non public, par le développement de capacités des organisations des ONG axées sur les communautés, le soutien à la création d'un centre de ressources des ONG et d'une association azerbaïdjanaise des ONG, l'éducation, la défense et la promotion, en étroite coordination avec le Département des affaires humanitaires.

26. L'impact escompté de l'aide du PNUD dans les domaines précités variera selon le thème mais, en général, se mesurera aux indicateurs de capacité accrue,



aux ressources humaines qualifiées, à la législation, à la mise en oeuvre de plans de travail et d'activités de projet, etc.

#### IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

27. Exécution et mise en oeuvre. L'exécution au niveau national restera la principale modalité d'exécution des projets bénéficiant de l'aide du PNUD en Azerbaïdjan même si, pour certains projets, les services d'organismes des Nations Unies pourront être nécessaires. Une formation complémentaire aux modalités administratives d'exécution nationale est envisagée. On examinera et encouragera l'établissement de liens entre les projets régionaux du PNUD (concernant la démocratie, la gouvernance et la participation; la participation des femmes au développement; la promotion des entreprises petites et moyennes; la gestion des ressources extérieures; l'environnement; et la lutte contre la pauvreté) et ceux d'autres grands bailleurs de fonds. L'accent sera mis sur la mise en oeuvre de l'approche programmatique, en particulier par rapport au programme azerbaïdjanais de reconstruction et de relèvement et au programme de régénération du Sumqayıt.

28. Suivi, examen et rapports. Tous les projets seront soumis aux procédures normales du PNUD en matière de suivi et d'évaluation, y compris les rapports, réunions et visites techniques et de contrôle de l'avancement. Une attention particulière sera accordée à la fixation d'étalons et de critères de réussite pour l'appui du PNUD. Cette activité comprendra un examen de l'impact du soutien du PNUD dans les domaines thématiques. On prévoit l'institution d'un comité local consultatif et d'examen des programmes, constitué de représentants du Gouvernement et du PNUD.

29. Coordination. Le PNUD apportera son aide au Gouvernement dans ses efforts de coordination, sur le plan de l'organisation de la coordination du système des Nations Unies, et pour l'organisation de groupes par thème visant à promouvoir, dans chacun des domaines qui bénéficient de l'aide du PNUD, l'échange d'informations entre bailleurs de fonds et au sein du Gouvernement.

30. Mobilisation des ressources. Bien qu'un cofinancement important par différents bailleurs de fonds ait été obtenu, en particulier pour les programmes de reconstruction et celui relatif au Sumqayıt, à ce jour, peu de ressources supplémentaires autres que celles de base ont été mobilisées par l'entremise du PNUD. Par conséquent, il est proposé que les ressources de base du PNUD soient utilisées pour mobiliser des ressources supplémentaires importantes à l'appui des objectifs des programmes nationaux. Des objectifs provisoires de partage des coûts d'environ 25 millions de dollars sont envisagés pour les activités dans les trois grands domaines thématiques (voir le tableau des objectifs de mobilisation des ressources en annexe), mais on espère qu'à terme, les contributions sous forme de partage des coûts égaleront largement les ressources de base du PNUD. Ces contributions seraient complétées par un financement futur par des fonds pour le développement durable (par exemple, Fonds pour l'environnement mondial, Programme d'appui à l'Action 21) et par d'autres fonds (Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté, ONUSIDA, Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues), y compris par des fonds azerbaïdjanais potentiels d'affectation spéciale, l'un pour l'investissement social, l'autre pour l'environnement. Le PNUD entend utiliser pleinement tous les mécanismes existants de mobilisation des fonds.

En ce qui concerne le partage des coûts par les autorités publiques, celui-ci peut être assuré par le partage des coûts relatifs aux projets et par le recours à des aides et à des prêts, en particulier de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Toutes ces possibilités portent les fonds potentiellement disponibles au montant estimatif de 20 millions de dollars.

31. Stratégie en matière d'information du public et de médias. Dans le contexte d'une stratégie future d'information à l'échelle du système des Nations Unies, le PNUD, en étroite coopération avec le Département de l'information des Nations Unies et avec le Gouvernement, apportera son aide à la diffusion, aux médias, de documents pertinents de promotion/défense et d'information. Le PNUD et le Département de l'information des Nations Unies auront pour tâche de mettre au point des moyens novateurs et productifs pour transmettre au public le message en constante évolution des Nations Unies.

Annexe

TABLEAU DES OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR L'AZERBAÏDJAN  
 (1997-1999)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Source	Montant	Remarques
RESSOURCES DE BASE DU PNUD		
Montant estimatif du report de CIP	653	
MCARB 1.1.1	6 097	Montant affecté immédiatement au pays.
MCARB 1.1.2	0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité de ressources.
MCARB 1.1.3	2 000	
AEPP/AST	210	
TOTAL PARTIEL	8 960 a/	
AUTRES RESSOURCES DU PNUD		
Participation aux coûts du Gouvernement	5 000	Sous réserve de confirmation après constatation de l'existence de fonds de contrepartie.
Fonds pour le développement durable	350	
dont :		
Fonds pour l'environnement mondial	200	
Programme d'appui à Action 21	150	
Participation aux coûts de tierces parties	20 000	
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	1 150	
dont :		
Initiative à l'appui des stratégies d'élimination de la pauvreté	150	
Fonds d'affectation spéciale pour l'environnement du Sumqayyt	1 000	
Total partiel	26 500	
TOTAL GÉNÉRAL	135 460 a/	

a/ Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

**Abréviations** : AEPP = appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = appui aux services techniques; CIP = chiffre indicatif de planification; MCARB = montants cibles pour l'allocation de ressources de base.

-----